MAIRIE DE BRUNIQUEL

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 28 octobre 2022

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de :

Mme SOULIÉ Christiane, Maire

Etaient présents : MM. SOULIE Christiane, ARMAND Roselyne, BASSE Sébastien, BOSC Olivier, CAVALLI Didier, COME Patricia, DANGLA Evelyne, DAURE Roland, DAVAULT Florence, MERCIÉ Christian, POURRIOT Ophélie, SOLEIL Jean-Michel.

Absents excusés : MM BUADES Danièle donnant procuration à Mme Christiane SOULIE, COMBALBERT Joël donnant procuration à Basse Sébastien, GRIMAL Chantal donnant procuration à CAVALLI Didier.

Secrétaire de séance : M. MERCIÉ Christian.

Objet : CIMETIÈRES COMMUNAUX : PROCEDURE DE REGULARISATION, AVANT REPRISE, DES SEPULTURES SANS CONCESSION

Madame le Maire informe l'assemblée, à l'appui de la liste des emplacements, qu'il existe dans le cimetière communal des sépultures dont l'existence est parfois ancienne et dans lesquelles un ou plusieurs défunts de la même famille y ont été inhumés sans que cette dernière soit pour autant titulaire d'une concession à l'endroit considéré, alors que :

En vertu des articles L.2223-13 et -15 du CFGCT, il peut être concédé, moyennant le versement d'un capital dont le montant est fixé par délibération du conseil municipal. Les bénéficiaires de la concession peuvent construire sur ces terrains des caveaux, monuments et tombeaux ;

Qu'à défaut de concession, en vertu de l'article R2223-5 du CGCT, l'ouverture des fosses pour de nouvelles sépultures à lieu de cinq années en cinq années ;

Qu'il résulte de ces textes et de la jurisprudence, qu'en l'absence d'une concession dûment attribuée à la famille par la commune, à l'endroit considéré, après paiement des droits correspondants, les inhumations sont faites en Terrain Commun ;
Que la mise à disposition de l'emplacement, alors accordée gratuitement, ne peut s'entendre que pour une durée d'occupation temporaire qui est de cinq ans ;

Qu'à l'issue de ce délai, la reprise de la sépulture établie ainsi est de droit pour la commune ;

Que l'occupation sans titre du terrain général du cimetière n'empêche aucun droit acquis pour la famille.

Que seule la concession permette alors d'ouvrir et de garantir des droits à la famille dans le temps dans la mesure où celle-ci maintient la sépulture en bon état d'entretien ;

Considérant néanmoins que dans les cimetières de la commune, parmi ces sépultures, certaines sont visitées et/ou entretenues par les familles, d'autres ont cessé d'être entretenues ;

Que la commune n'a pas procédé à la reprise des terrains au terme du délai réglementaire ;

Que la commune souhaite concilier les impératifs de gestion du service public des cimetières et l'intérêt des familles.

En conséquence, Madame le Maire propose au Conseil Municipal :

De procéder à une démarche de communication et d'information préalablement à la reprise des terrains par la commune afin de faire en sorte que les familles intéressées se fassent connaître en mairie et puissent procéder aux formalités nécessaires pour régulariser la situation de la sépulture les concernant.

D'attribuer aux familles qui le souhaitent, si la place sur le terrain le permet, une concession au bénéfice de tous les ayant droit de la ou les personnes inhumées après remise en état de la sépulture si besoin ou, le cas échéant, d'autoriser la famille à transférer les restes de leurs défunts dans une concession du cimetière ou dans un autre cimetière,

De proposer dans ces circonstances une concession au prix forfaitaire de 20 € pour 30 années,

De fixer le délai maximum laissé aux familles pour se faire connaître en mairie au 1^{er} décembre 2023, de manière à passer la fête de la Toussaint. Passé cette date, il sera ordonné la reprise administrative des terrains en l'état selon le protocole en vigueur.

Après en avoir délibéré, les représentants du Conseil Municipal à la majorité des membres présents :

- **APPROUVE** les propositions du Maire telles que définies ci-dessus,
- **ACCEPTE** de procéder, au terme du délai défini ci-dessus, à la reprise des sépultures dont la situation n'aura pas été régularisée,
- **CHARGE** le Maire de prendre un arrêté définissant les modalités selon lesquelles auront lieu ces reprises en vue de libérer les terrains et de les affecter à de nouvelles sépultures,
- **CHARGE** le Maire, auquel la délibération du conseil municipal en date du 25 mai 2020 a délégué, en application de l'article L2122-22 8° du CGCT, la délivrance et la reprise des concessions funéraires, de l'application de la présente délibération.

OBJET : ACHAT PARCELLE DE Mme ET M. MALPEZZI

Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal que Monsieur et Madame MALPEZZI souhaitent vendre le presbytère de Saint Maffre nouvellement cadastré section E parcelle 1328. En effet la parcelle E 959 a été modifiée et divisée en deux parties soient la parcelle E 1327 (11a 94ca) et la parcelle E 1328 (6a 06ca) par le géomètre EXPERTS GEO. Cet achat présente un intérêt pour la commune car la parcelle E 1328, jouxte l'église de Saint Maffre et une porte de la sacristie de l'église donne

directement sur ce terrain. Madame et Monsieur MALPEZZI souhaitent vendre cette parcelle pour 20 000€. **Madame le Maire propose de discuter de l'opportunité d'acheter la parcelle cadastrée section E 1328 d'une superficie de 6a 06ca pour la somme de 20 000€.**

Après en avoir délibéré, les représentants du Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents :

- **DECIDE D'ACHETER** à Mme et M. MALPEZZI la parcelle E 1328 pour un montant de 20 000 euros.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer l'acte authentique et toutes les pièces s'y rapportant.

OBJET : ENFOUISSEMENT DE LIGNES ÉLECTRIQUES SOUTERRAINES SUR LES PARCELLES CADASTRÉES D 760, 763 ET 768 PAR ENEDIS

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que diverses conventions de servitudes ont été signées avec ENEDIS pour l'enfouissement de lignes électriques souterraines et/ou la création de postes de transformation électrique sur les propriétés communales suivantes : **la pose d'une ligne électrique souterraine sur les parcelles cadastrées D 760, 763 et 768.**

Il convient désormais de régulariser la situation via la rédaction d'actes authentiques de constitution de servitudes, dont les frais de Notaire sont à la charge de ENEDIS.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer lesdits actes relatifs aux conventions mentionnées ci-dessus, avec faculté de subdéléguer.

OBJET : NATATION SCOLAIRE 2022

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la mise en place par les services de l'académie avec le concours de la Commune de NEGREPELISSE, d'un programme de séances de piscine pendant les mois de Juin et Septembre 2022.

Le principe de fonctionnement de ce service est la gratuité pour les enfants, et les dépenses de fonctionnement sont à la charge des communes intéressées. **La participation de chaque commune, est déterminée pour un coût forfaitaire de 1.75€ par habitant soit une participation de 1 037.75 €.**

Madame le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir se prononcer sur le principe de cette participation.

Après en avoir délibéré, et considérant que les séances de natation s'intègrent dans le système éducatif, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents :

- **ACCEPTE** la participation d'un montant de 1 037.75 €aux frais de fonctionnement de la piscine de NEGREPELISSE pour les mois de juin et septembre 2022.
- **PRECISE** que cette somme sera mandatée à la Mairie de NEGREPELISSE.
- **DECIDE** de prendre également à charge les frais de fonctionnement de transport nécessaires à cette activité.

OBJET : DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI LIE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE (ARTICLE L332-23 1° DU CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE)
LE MAIRE

Madame le Maire expose aux membres du conseil municipal, qu'en raison des besoins de la collectivité, il conviendrait de créer un emploi non permanent à temps non complet et de voter un crédit au chapitre du budget correspondant à l'emploi.

Madame le Maire propose d'inscrire au **Tableau des Emplois** annexé au budget du 07.11.2022 au 08.01.2023

Période	Nombre d'emploi	Grade	Nature des fonctions	Temps de travail Hebdomadaire
Du 07.11.2022 au 08.01.2023 (12 mois maximum sur 18 mois)	1	Adjoint Technique Territorial	Agent d'entretien des écoles	15 heures annualisées

La rémunération de l'agent contractuel sera calculée sur la base de l'indice brut en référence au 1^{er} échelon du grade.

Les membres du Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ACCEPTENT** les propositions ci-dessus ;
- **CHARGENT** le Maire, de procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement de l'agent, et signer le contrat et les éventuels avenants ;
- **DISENT** que les crédits nécessaires à la rémunération et les charges afférentes de l'agent nommé dans l'emploi sont disponibles et inscrits au budget de la collectivité aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours.

OBJET : DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI LIE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE
(Article L332-23 1° du Code Général de la Fonction Publique)

LE MAIRE

Madame le Maire expose aux membres du conseil municipal qu'en raison des besoins de la collectivité, il conviendrait de créer un emploi non permanent à temps complet et de voter un crédit au chapitre du budget correspondant à l'emploi. Madame le Maire propose d'inscrire au **Tableau des Emplois** annexé au budget du 1/11/2022 au 31/10/2023.

Période	Nombre d'emploi	Grade	Nature des fonctions	Temps de travail Hebdomadaire
Du 1/11/2022 au 31/10/2023 (12 mois maximum sur 18 mois)	1	Adjoint Technique Territorial	Entretien général (espaces verts et publics) + conduite d'engins polyvalence	35 h / semaine

La rémunération de l'agent contractuel sera calculée sur la base de l'indice brut 367 en référence au 1^{er} échelon du grade.

Les membres du conseil après avoir délibéré à l'unanimité :

- **ACCEPTENT** les propositions ci-dessus ;
- **CHARGENT** le Maire, de procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement de l'agent, et signer le contrat et les éventuels avenants ;
- **DISENT** que les crédits nécessaires à la rémunération et les charges afférentes de l'agent nommé dans l'emploi sont disponibles et inscrits au budget de la collectivité aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours.
- **OBJET : AUGMENTATION DU BUDGET DE LA CLASSE C.H.A.T DE BRUNIQUÉL**

Considérant que les classes à horaires aménagés théâtre (C.H.A.T) offrent aux élèves motivés la possibilité de recevoir, au sein de leur formation scolaire générale, un enseignement dans le domaine du théâtre, dans des conditions leur garantissant les meilleures chances de réussite. Ces classes sont ouvertes à tous les élèves désireux de développer leurs connaissances et leurs compétences par une pratique artistique et culturelle, sans prérequis de capacités.

Ce programme leur donne l'occasion de découvrir un univers artistique pluridisciplinaire, le théâtre, dont les esthétiques et les langages sont multiples.

Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal que le budget de la classe C.H.A.T de Bruniquel qui été initialement prévu à 3000€ (3062€ l'an passé) a été revu à la hausse soit à **3291€ pour cette année scolaire 2022-2023**.

Madame le Maire propose donc aux membres du Conseil Municipal d'attribuer un budget de 3291 euros à la classe C.H.A.T.

Après en avoir délibéré, les représentants du Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents :

- **ATTRIBUE** un budget d'un montant de 3291€ à la classe C.H.A.T.

OBJET : DELIBERATION AUTORISANT LE MAIRE A RECOURIR A UN AGENT CONTRACTUEL POUR FAIRE FACE A LA VACANCE DE L'EMPLOI (ARTICLE L332-14 DU CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE)

LE MAIRE

VU la délibération en date du 13/06/2017 portant création d'un emploi permanent d'Adjoint Technique Territorial à temps non complet à raison de 13.5 heures hebdomadaires annualisée à compter du 01/09/2017 ;

CONFORMEMENT à l'article L332-14 du Code General de la Fonction Publique, il conviendrait de l'autoriser à recourir à un agent contractuel pendant un an renouvelable, pour faire face à la vacance de l'emploi.

Les membres du conseil après avoir délibéré à l'unanimité :

- **ACCEPTENT** les propositions ci-dessus ;

- **CHARGENT** le Maire, de procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement de l'agent ;
- **DISENT** que les crédits nécessaires à la rémunération et les charges afférentes de (des) agent(s) nommé(s) dans l'emploi sont disponibles et inscrits au budget de la collectivité (ou établissement, communauté de communes...) aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours.

Certifie exécutoire le .....

Et publié ou notifié le .....

LE MAIRE

Le 31/10/2022